

Gérer les risques systémiques : les leçons tirées de la microfinance

BIM n° - 7 octobre 2003

Betty Wampfler

Les BIM du mois d'octobre vont proposer des " regards " sur quelques récentes conférences sur la microfinance dans le monde : Johannesburg, Durban, Washington... Les BIM prendront différentes formes : synthèse de l'ensemble d'une conférence, synthèse d'un atelier thématique ou résumé de communications avec des bibliographies et des références de sites pour approfondir le sujet.

Le BIM d'aujourd'hui présente une des communications de la Conférence de Johannesburg " Current issues in Microfinance " (12-14 août 2003), organisée par des institutions sud africaines impliquées dans la microfinance (ECI Africa/Université de Pretoria, Microfinance Regulatory Council et Finmark Trust). L'objectif de cette conférence, s'inscrivant dans le prolongement des conférences de Frankfort, était d'analyser les enjeux actuels de la microfinance dans le contexte spécifique de l'Afrique, mais aussi d'impliquer plus largement les opérateurs africains dans les échanges internationaux sur la microfinance. La conférence a réuni plus de 200 participants (praticiens, décideurs institutionnels et politiques) de 21 pays d'Afrique Australe, Afrique de l'Est, Magreb et Moyen Orient, USA et Europe. L'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Ouest y étaient peu représentées. Un prochain BIM présentera le contenu global de cette conférence.

La communication dont nous vous présentons un résumé aujourd'hui, figurait dans l'atelier " Poverty, risk, Impact and exit issues in Microfinance" et porte sur la gestion des risques systémiques par la microfinance. Cette communication était présentée par Mme Geetha Nagarajan Consultante et enseignante à l'Université Américaine de Washington, DC, USA. Elle s'appuie sur des travaux effectués au Bangladesh et au Mozambique financés par USAID, ILO, et World Relief ainsi que sur une revue large d'expériences de microfinance confrontée à des situations de catastrophes naturelles ou de post conflit.

INTRODUCTION

Les risques systémiques liés aux conflits armés, aux catastrophes naturelles, et au développement des épidémies (HIV) représentent des facteurs croissants de déstabilisation et de détérioration des économies des pays en développement. La microfinance, en tant qu'institution économique, a un rôle à jouer pour améliorer la maîtrise de ces risques et limiter leur impact sur les populations les plus vulnérables. Par ailleurs, les IMF, en tant qu'institution sont elles mêmes soumises à ces risques et doivent s'en prémunir.

Les stratégies de gestion des risques systémiques incluent des outils de prévention du risque (qui contribuent à réduire l'occurrence du risque et qui sont utilisés avant l'avènement du « choc »), des outils d'atténuation

du risque qui visent à réduire l'impact du risque sur les populations (mis en œuvre ex ante) et des outils de reconstruction qui doivent aider les populations et les institutions à faire face au choc, une fois que celui-ci est arrivé.

Très peu d'IMF ont une stratégie raisonnée de gestion des risques systémiques incluant ces différents outils mobilisables face à un choc. De ce fait, leur mode de réponse est souvent élaboré dans l'urgence et ne valorise pas les différents outils utilisables dans ces conditions.

La communication analyse plusieurs de ces outils, offre des exemples et propose une réflexion sur les conditions de leur utilisation et leurs limites.

1. I. La gestion des risques systémiques liés aux catastrophes naturelles

En s'appuyant sur une revue large d'expériences de microfinance, l'auteur dresse d'abord une liste des produits financiers et non financiers utilisés par la microfinance pour faire face aux catastrophes naturelles :

Produits financiers :

Crédit : " outils d'atténuation du risque : remboursement échelonnés en fonction de risques naturels prévisibles, crédits préventifs spécifiques catastrophes naturelles " outils de reconstruction : rééchelonnement des dettes, crédit relais, acquisition d'équipement par contrat de leasing permettant de redémarrer des activités économiques

Épargne : " outils d'atténuation du risque : épargne volontaire, épargne spécifiquement dédiée, fonds de prévoyance " outils de reconstruction : accès aux produits d'épargne habituellement bloqués jusqu'à la démission du client

Assurance : " outils d'atténuation du risque : assurance vie ou assurance liée crédit permettant de couvrir les dettes d'un client décédé ou couvrant les pertes de revenu dues à une catastrophe naturelle

Fonds sociaux : " outils d'atténuation du risque : fonds d'assistance de bailleurs de fonds permettant la reconstruction des infrastructures, l'éducation, après une catastrophe naturelle

" Fonds de calamités : permettant aux IMF de gérer les problèmes de liquidité et d'initier de nouvelles lignes de crédit après une crise

Produits non financiers

Subventions : en nature ou cash

Formation des clients et du personnel des IMF , préventive par rapport aux catastrophes naturelles

La pertinence et l'efficacité de ces différents outils face aux catastrophes naturelles sont ensuite analysées.

Les subventions.

Un consensus émerge progressivement sur la pertinence des subventions comme outil d'appui aux clients d'une IMF confrontée à une situation de catastrophe naturelle, à condition qu'elles soient ponctuelles, et coordonnées entre l'ensemble des IMF d'une même zone. Ces subventions peuvent être délivrées en nature aux populations touchées par la catastrophe. Le degré de préparation de l'IMF à ce type d'événement est un facteur décisif de leur efficacité (capacité à identifier les populations touchées et leurs besoins, logistique et délais d'acheminement, ...). Des subventions en argent s'avèrent également appropriées quand les dommages ont été très importants, que les populations reviennent dans leur lieux d'origine après un séjour prolongé dans des camps de réfugiés, et qu'il s'agit de reconstruire une économie locale. Par ailleurs, il apparaît que les subventions en argent respectent mieux les besoins et les désirs propres des populations et limitent les contraintes logistiques (transport coûteux et compliqué des subventions en nature). Des exemples du Mo-

zambique (inondations de 2000) et du Honduras (Cyclone Mitch) montrent que la subvention en argent permettant aux clients de rembourser leur dette à l'égard de l'IMF sont plus efficaces pour l'économie des ménages et l'équilibre de l'IMF que le rééchelonnement du crédit.

L'épargne

Des produits d'épargne préventive face aux catastrophes naturelles sont utilisés dans des zones sujettes à des catastrophes fréquentes et prévisibles. Mais ces produits présentent des limites : difficulté d'accès au moment de la catastrophe naturelle, limitation des possibilités de transaction monétaires pendant ces périodes, réserves financières de l'IMF insuffisantes au moment de la catastrophe, coût de gestion des réserves élevé, ...

Le crédit

Différents types de produits et de mécanismes de crédit peuvent être utilisés face à une catastrophe naturelle : adaptation des calendriers de remboursement dans le cas des zones à catastrophes naturelles prévisibles, diversification des portefeuilles permettant de répartir le risque sur plusieurs régions, plusieurs catégories d'activités, crédits de prévention des catastrophes (pour construire plus solide, acheter un bateau, ...) qui peuvent être éventuellement subventionnés... Les crédits d'urgence post catastrophe peuvent être efficaces s'ils sont de courte durée, à objet ouvert, pour une clientèle stable et fidélisée, et si l'IMF a les moyens humains financiers et organisationnels pour les mettre en œuvre.

Le rééchelonnement du crédit est couramment utilisé dans ce type de situation, mais ses résultats sont mitigés. Il peut alléger la charge financière de court terme de l'emprunteur, mais l'alourdir dans le moyen et long terme. Son efficacité est fortement liée au degré de confiance que les clients ont dans l'institution, son devenir, sa capacité à faire face à la crise. Il implique pour l'IMF de pouvoir répondre très rapidement à plusieurs questions : quels clients rééchelonner ? Rééchelonner l'intérêt et/ou le capital ? Sur quelle durée ? Comment intégrer les remboursements manquants ?

L'assurance

Les expériences de mise en œuvre d'assurance catastrophes naturelles par les IMF révèlent de sérieuses difficultés : elle suppose d'avoir un portefeuille suffisamment large et diversifié pour une mutualisation des risques ; le risque de « hasard moral » induit est difficile à contrôler ; le montant des primes d'assurance est difficile à évaluer faute d'information adéquate ; le niveau de prime requis pour couvrir le risque est souvent incompatible avec les capacités contributives des ménages.

Le microleasing

Ce produit financier peut être adapté à des situations où l'occurrence des catastrophes naturelle est prévisible (remboursements minorés pendant la catastrophe, majorés avant et après et à des contextes de post catastrophe quand il s'agit de remplacer les biens productifs).

2. Gestion du risque en situation de post conflit ou d'épidémie

L'article développe le même type d'analyse dans ces deux contextes.

Choix d'une stratégie de gestion du risque

Les expériences analysées montrent qu'il n'y a pas de solution toute faite en matière de gestion du risque systémique. Une grille de facteurs de risque doit être prise en compte :

Facteurs externes à l'IMF : nature et amplitude de la crise, conditions de marché, filets de sécurité sociaux, ...

Facteurs internes à l'IMF : type d'IMF, objectifs, âge, taille, ressources humaines, systèmes d'information, ...

Caractéristiques et implication des produits de gestion du risque : cout de mise en œuvre, discipline de l'institution, discipline des clients, capacités financières de l'IMF

Le mode d'octroi des produits de gestion du risque est aussi important que les produits eux mêmes. Le délai de réponse de l'IMF doit être court, ce qui met en jeu la capacité des systèmes d'information et de gestion de l'IMF ; la réponse ne peut pas être unique, mais doit être adaptée à la vulnérabilité et aux capacités des clients ; un processus de décision décentralisé et clair au sein de l'IMF favorise une réponse rapide et adaptée ; le client doit avoir le choix entre différents produits et stratégies (crédit, épargne, ...) ; le respect strict des règles de crédit est fondamental, même en situation d'urgence ; une coordination entre IMF, bailleurs, politiques face à la catastrophe naturelle est indispensable.

En conclusion de son article, l'auteur évoque la nécessité d'élargir la connaissance sur ces mécanismes de gestion du risque systémique. En effet, si les outils utilisés par les ONG commencent à être bien documentés, les stratégies des banques de développement, des caisses d'épargne, des coopératives, du financement informel sont moins bien connues. Les bailleurs de fonds ont un rôle crucial à jouer dans cette création de connaissance.

Pour aller plus loin

Bibliographie de l'article

Brown, Warren and Craig Churchill, 2000, "Providing Insurance to Low-Income Households: Initial Lessons From Microinsurance Experiments for the Poor." Microenterprise Best Practices Project, Development Alternatives Inc. Bethesda, MD. <http://www.mip.org/pubs/mbp-def.htm>

Brown, Warren and Geetha Nagarajan, June 2000, "Disaster Loan Funds: Design and Implications for Microfinance industry", Bethesda: DAI, Papers Prepared for USAID under Microenterprise Best Practices Project, June 2000. <http://www.mip.org/pubs/mbp-def.htm>.

Dowla, Asif, June 15, 2001, "Microleasing by Grameen", Posting on DFN hosted by OSU. For archives on DFN, see: <http://www.ids.ac.uk/cgap/devfinance/index.htm>.

Larson, Dave, 2000, "MBP post-Conflict Briefs". Microenterprise Best Practices Briefs, Development Alternatives Inc. Bethesda, MD.

<http://www.mip.org/pubs/mbp-def.htm>

Magil, John H., "HIV/AIDS and Rural Microfinance: A Matter of Survival", Bethesda: DAI, paper presented at the "Paving the way forward for rural finance: international best practices", conference organized by WOCCU/USAID in Washington, D.C., June 2-4, 2003.

<http://www.basis.wisc.edu/rfc/>

Mayoux, Linda, June 21, 2001. "Seasonal effects", Posting on DFN hosted by OSU. For archives on DFN, see <http://www.ids.ac.uk/cgap/devfinance/index.htm>.

Moser, Caroline, 1998, "The Asset Vulnerability Framework: Reassessing Urban Poverty Reduction Strategies". World Development, Vol. 26, No.1, pp. 1-19.

Nagarajan, Geetha, 2001, "Looking into Gift Horse's Mouth: Implications of Cash Grants for Disaster Response by Microfinance Institutions in Mozambique". Maputo: Paper prepared for CARE, Mozambique and World Relief. www.microfinancegateway.com

Nagarajan, Geetha and Brown, Warren, 2000, "Bangladeshi Experience in Adapting Financial Services to Cope with Floods: Implications for the Microfinance Industry", Microenterprise Best Practices Project, Development Alternatives Inc. Bethesda, MD.

<http://www.mip.org/pubs/mbp-def.htm>

Nagarajan, Geetha, 2000, Microfinance in Post-Conflict Countries: What Make them Tick? Techniques Financieres and Development, Epargne Sans Frontiere, July-October 2000, pp. 55-60. www.microfinancegateway.com

Nagarajan, Geetha, 1999, Microfinance in Post-Conflict Situations: Towards Guiding Principles for Action". Geneva: Enterprise and Cooperative Development Department, ILO, <http://www.ilo.org/public/english/employment/finance/workshop/backgr.htm>

Nagarajan, Geetha, Joan Parker and Nhu-An Tran, 1999, "MBP Rapid-Onset Natural Disaster Briefs", Microenterprise Best Practices Briefs, Development Alternatives Inc. Bethesda, MD. <http://www.mip.org/pubs/mbp-def.htm>. Look for Briefs no. 1, 2 and 5.

Parker, Joan and Douglas Pearse, May 2001, "Microfinance, Grants, and Non-Financial Responses to Poverty Reduction: Where Does Microfinance Fit?", CGAP Focus Notes No. 20. www.cgap.org.

Skees, Jerry, 2003, "Risk Management Challenges in Rural Financial Markets: Blending Risk Management Innovations with Rural Finance", Paper presented at the "Paving the way forward for rural finance: international best practices", conference organized by WOCCU/USAID in Washington, D.C., June 2-4, 2003. <http://www.basis.wisc.edu/rfc/>

Sylvester, Kerry, 2000, "Aid to Mozambican Flood Victims: Cash Compensation for Flood Affected - A Chance to Empower Victims". Trickle Up, Annual Report, 2000. www.trickleup.org.

Westley, Glenn, 2003, "Equipment Leasing and Lending: A Guide for Microfinance", Washington, D.C.: IADB, Best Practices Series, June 2003, www.iadb.org/ads

Le site de la conférence de Johannesburg n'étant pas fonctionnel à ce jour, pour obtenir l'article en anglais, deux possibilités :

l'auteur : Geetha Nagarajan geetha@hers.com; geetha.nagarajan@verizon.net

le Cirad : betty.wampfler@cirad.fr